

LA CHRONIQUE

de la Ligue des droits humains

n°215

Bureau de dépôt : rue des Bogards 19, 1000 Bruxelles - Périodique trimestriel | Editrice responsable : Sibylle Gioe
53, boulevard Léopold II à 1080 Bruxelles | ldh@liguedh.be | www.liguedh.be | Tél. 02 209 62 80

avril · mai · juin 2026



N° D'AGRÈMENT
P801323





SOMMAIRE

Fascisme et antifascisme François Debras	p.3
L'antifascisme et la Ligue : un siècle de luttes Margaux Hallot	p.7
Les défis de l'antifascisme aujourd'hui Julien Dohet	p.10
Quand les antifascistes se mobilisent en Belgique Sixtine Van Outryve	p.14
« L'antifascisme est le plus grand danger pour l'extrême droite par la tension vers l'unité qu'il implique » Aline Wavreille	p.17
Rétablir l'hégémonie de l'antifascisme sur les plans politique, culturel et éthique Vincent Scheltiens Ortigosa	p.21

Coordination

Margaux Hallot

Comité de rédaction

Emmanuelle de Buisseret Hardy, Sibylle Gioe, Margaux Hallot, Manuel Lambert, Pierre-Arnaud Perrouty, Aline Wavreille

Ont participé à ce numéro

François Debras, Julien Dohet, Vincent Scheltiens Ortigosa et Sixtine Van Outryve

Relecture

Margaux Hallot, Manuel Lambert, Aline Wavreille

Illustrations

Mathilde Collobert <https://mathildecollobert.cargo.site>

Graphisme

Margaux Hallot

La Ligue des Droits Humains est membre de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), ONG ayant statut consultatif auprès des Nations Unies de l'Unesco, du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples. La LDH est reconnue en Éducation permanente (FWB) et adhère au code éthique de l'AERF.

nos soutiens

FASCISME ET ANTIFASCISME

Loin d'être des reliques figées du XXe siècle, le fascisme et l'antifascisme recouvrent une multitude de mouvements et d'actions, des violences de l'entre-deux-guerres aux détournements qui fissurent aujourd'hui nos sociétés et à leurs résistances. Comment comprendre le fascisme ? Comment ne pas réduire l'antifascisme à sa seule opposition ?

Du point de vue historique, le terme « antifascisme » apparaît dès les années 1920 pour désigner les actions mises en place par les opposant·es au Parti national fasciste (PNF) de Benito Mussolini. Cependant, le fascisme ne saurait être cantonné à l'Italie et l'antifascisme ne peut se limiter à son opposition. À travers l'histoire, le fascisme, comme l'antifascisme, ont connu de multiples évolutions. Et ce n'est pas parce que des mouvements, des partis ou des personnalités contemporains ne se revendiquent plus ouvertement du fascisme historique que l'idéologie sous-jacente a disparu. C'est la plasticité du concept qui explique l'émergence récente de nouvelles appellations telles que « néo », « proto » ou « pop » fascisme.

Aujourd'hui, les termes « extrême droite » sont employés, voire parfois préférés, à celui de fascisme. Dès lors, l'antifascisme englobe la lutte contre l'extrême droite. Mais, l'antifascisme ne se résume pas à une simple opposition. L'antifascisme se présente aussi comme une proposition en faveur d'un autre projet de société promouvant les droits humains ainsi que l'autonomie individuelle et collective. Dans cette perspective, la démocratie ne peut être réduite à des institutions. Le fascisme n'accède pas toujours au pouvoir par des coups d'État mais aussi par la voie des urnes et des victoires électorales. Les démocraties peuvent s'éroder de l'intérieur¹.

L'AUTODÉFENSE POPULAIRE

Sur le plan historique, l'antifascisme s'est structuré comme un mouvement d'autodéfense issu du monde ouvrier. C'est au sein de ses organisations, qu'elles soient socialistes, communistes ou anarchistes, que, durant l'entre-deux-guerres, la résistance s'organise face aux agressions des militants nationalistes. Aujourd'hui, la configuration politique a changé. Le mouvement ouvrier a évolué et n'est plus la force motrice qu'il pouvait être par le passé. Les mouvements et les partis fascistes ont, eux aussi, changé. Ils ne se déploient généralement plus dans des mouvements de masse à l'image des chemises brunes. Mais, il n'en demeure pas moins que des organisations d'extrême droite prennent régulièrement pour cible des représentant·e·s syndicaux·les, des défenseurs·euses des droits humains et des personnes issues des minorités. Face à cela, l'antifascisme continue, à l'instar de ses racines historiques, de se revendiquer comme un mouvement d'autodéfense populaire.

Ce mécanisme d'autodéfense revêt plusieurs formes. Il peut s'organiser de manière concrète à travers des actions directes et la protection collective de personnes, de groupes, d'événements ou de lieux qui sont la cible de l'extrême droite. Mais il peut aussi se déployer sur le terrain des idées en proposant diverses initiatives visant à porter d'autres visions du collectif et de la société. L'antifascisme englobe donc une multitude de pratiques : ateliers, conférences, expositions, publications, etc. dont la spécificité réside dans le refus de la verticalité au profit de dynamiques horizontales et autogérées. Plus largement, l'antifascisme s'incarne aussi dans une contre-culture : scènes musicales, collectifs d'artistes graphiques proposant un espace de résistance esthétique.

¹ Pour en savoir plus sur le fascisme et l'antifascisme, lire Julien Dohet, *L'antifascisme*, La Renaissance du livre, 2022.

L'antifascisme se caractérise par une pluralité de modes d'action et une diversité de sensibilités qui gravitent toutes autour de valeurs émancipatrices et de pratiques de solidarité².

FASCISME D'HIER ET FASCISME D'AUJOURD'HUI

Le fascisme est un terme éminemment polysémique au cœur de nombreuses controverses. Dans l'arène politique, il peut être mobilisé comme une invective, une arme rhétorique visant à disqualifier un-e adversaire en lui retirant toute légitimité. Pourtant, au-delà de cet usage, le terme cristallise une multitude d'approches théoriques.

Sur le plan historique, le fascisme naît dans l'Italie de l'entre-deux-guerres avec Benito Mussolini. Il se définit par la militarisation de la société, le renversement des institutions de l'époque au profit d'un État autoritaire et la mise en marche de la société au profit d'un nationalisme marqué d'inégalitarisme. Le modèle en inspire d'autres, notamment l'Allemagne d'Adolf Hitler et l'Espagne de Francisco Franco. Pour les tenants d'une approche purement historique, le concept s'arrête là. Toute transposition contemporaine du terme relèverait soit de l'instrumentalisation, soit d'une minimisation anachronique des régimes autoritaires et totalitaires du XXe siècle, tant les dynamiques actuelles diffèreraient des mouvements de masse, de l'action de l'État et des violences systémiques (assassinats, purges, camps de concentration...).

Cette première définition est toutefois élargie par des approches plus axiologiques, au premier rang desquelles figure celle d'Umberto Eco et du concept d'« Ur-fascisme » ou de « fascisme éternel ». Pour cet auteur, le fascisme s'incarne dans 14 caractéristiques :

- 1) le culte de la tradition,
- 2) le refus de la modernité,
- 3) l'action pour l'action,
- 4) le désaccord comme trahison,
- 5) la peur de la différence,
- 6) l'appel aux classes moyennes frustrées,
- 7) le nationalisme, le complot et la xénophobie,
- 8) des ennemis présentés comme à la fois trop forts et trop faibles,
- 9) l'état de guerre permanent,
- 10) l'élitisme populaire et le besoin d'un dominateur,
- 11) le culte du héros et de la mort,
- 12) le machisme,
- 13) l'antiparlementarisme ainsi que
- 14) la novlangue³.

Selon Umberto Eco, il n'est pas nécessaire que tous ces éléments soient simultanément réunis pour caractériser le fascisme. La présence de certains d'entre eux suffit à en porter le germe. Cette grille de lecture permet d'appliquer le concept aux « dérives fascistes » de dirigeants actuels parvenus au pouvoir, à l'instar de Viktor Orban en Hongrie ou de Donald Trump aux États-Unis.

L'historienne Sylvie Laurent propose quant à elle, une généalogie du phénomène qui ne saurait être présenté comme une exclusivité européenne, le fascisme ayant des racines profondément ancrées dans l'histoire américaine. Selon elle, le fascisme émerge de la fusion entre le capitalisme et le racisme. Les fondements des États-Unis, de la conquête de l'Ouest à l'accumulation de richesses par la colonisation de territoires et l'esclavagisme, reposaient sur une matrice fascisante. Le « trumpisme » ne serait dès lors pas une anomalie soudaine, mais le dernier avatar d'un long processus, parfois dormant, liant suprématisme racial et logique de marché⁴.

² Pour en savoir plus sur l'antifascisme et ses actions multiples, lire La Horde, *Dix question sur l'anti-fascisme*, Libertalia, 2023.

³ Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, Grasset & Fasquelle, 2024.

⁴ Sylvie Laurent, *Capital et race : Histoire d'une hydre moderne*, Seuil, 2024.

Enfin, dans une perspective sociologique, Ugo Palheta propose de dépasser les querelles sémantiques grâce au concept d'« équivalent fonctionnel »⁵. Plutôt que de chercher une réplique du fascisme des années 1920-1930, nous devrions analyser les finalités des politiques publiques menées. Dès lors que des politiques criminalisent des « ennemis intérieurs » ou « extérieurs », et mobilisent l'appareil répressif au nom d'une restauration d'une communauté imaginée comme homogène et pure, elles agissent comme des équivalents fonctionnels du fascisme. Cette approche invite à la vigilance. Le fascisme n'est plus la prérogative de certains partis, il s'infiltre dans des discours et des pratiques de gouvernement. Ainsi, lorsque, en Belgique, le pouvoir exécutif choisit d'ignorer des décisions de justice au profit d'une politique de rejet de l'immigration, lorsque, en France, un ministre de l'Intérieur déclare que l'État de droit n'est ni « intangible », ni « sacré », là encore pour criminaliser certains individus, les frontières démocratiques se fissurent de l'intérieur.

PAR-DELÀ LE DUALISME

Trop souvent, les analyses politiques ont opposé de manière binaire les régimes dits démocratiques aux régimes dits fascistes. Pourtant, comme le soulignait Langston Hughes, poète et romancier américain, pendant que les États-Unis blancs célébraient la démocratie, les Afro-Américains subissaient un régime d'oppression marqué par la ségrégation raciale⁶. Nous pourrions ajouter qu'en Europe, pendant des années, alors que les propriétaires fonciers disposaient du droit de vote et d'éligibilité, les travailleur-euses étaient exclu-es de cette démocratie censitaire. Pendant des années, alors que les hommes vivaient en démocratie, les femmes en étaient exclues, maintenues sous un régime de domination où l'absence de droit de vote se doublait d'une tutelle professionnelle et financière. Sur le plan des libertés individuelles, les minorités LGBTQIA+ se sont longtemps vu refuser la possibilité d'exister et d'exprimer leur identité dans l'espace public. Aujourd'hui encore, alors que certain-es citoyen-n-es vivent en démocratie, d'autres, les personnes migrantes, se voient refuser le droit d'asile et sont reléguées dans un espace de non-droit, privées de leur dignité, de leur intégrité physique et mentale.

Contrairement à ce qui se passe dans certaines œuvres de fiction, le fascisme ne surgit pas en une nuit, sous le fracas des blindés ou sous les discours d'un dictateur. Il s'immisce de manière plus insidieuse, pas nécessairement par la suppression des institutions et des lois existantes, mais par leur réorganisation, par la pérennisation de politiques publiques discriminatoires, attentatoires aux droits fondamentaux, reciblant les « ennemis » d'hier et d'aujourd'hui.

C'est peut-être là aussi que réside l'antifascisme. Non pas uniquement dans le passé mais dans l'analyse et la critique de ses mutations et résurgences contemporaines. Dans le refus du fatalisme, dans le refus d'une trajectoire autoritaire qui s'imposerait à toutes et à tous. Citoyen-n-es, enseignant-es, journalistes, syndicalistes, politiques, qui ont toutes et tous un devoir de vigilance et un rôle à jouer comme force de résistance et magma de propositions alternatives.

⁵ Ugo Palheta, *Comment le fascisme gagne la France : De Macron à Le Pen*, La Découverte, 2025.

⁶ Cité par Norman Ajari, *Noirceur : race, genre, classe et pessimisme dans la pensée africaine-américaine au XXI^e siècle*, Paris, Editions Divergences, 2022.



L'ANTIFASCISME ET LA LIGUE : UN SIÈCLE DE LUTTES¹

Il en a fallu des mobilisations pour qu'un jour sur un plateau de télévision, un conseiller juridique puisse dire sans sourciller et sans hésitation - mais non sans fierté, que "oui, la Ligue est antifasciste !" Pendant presque 100 ans, la lutte antifasciste a traversé l'histoire de la Ligue des droits humains, grâce à des femmes et des hommes de courage et de convictions. Retournons dans le passé pour en comprendre les conséquences sur le présent.

FAIRE FACE À LA MENACE

Durant l'entre-deux-guerres, l'Europe fait face aux régimes totalitaires : l'Italie de Mussolini et un certain Hitler en Allemagne. Partout en Europe des citoyens et citoyennes rejoignent des Ligues pour tenter de sauver ce qu'il reste de démocratie, afin de maintenir la paix et la justice. C'est surtout ce qu'il se passe en Italie qui indigne et préoccupe. On y rapporte des atteintes à la liberté de la presse, de réunion et/ou d'association. Et pourtant rien de tout cela ne filtre dans la presse étrangère alors que Mussolini menace de mort celles et ceux qui oseraient s'opposer à lui.

C'est dans ce contexte qu'en 1922, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) est créée à l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme française. Elle rassemble les ligues allemande, grecque et espagnole. Début 1926, Maurice Wilmotte, après être devenu président de la Ligue en 1925, organise une conférence intitulée « Pour la liberté des peuples contre le fascisme », où Italien-nes, Français-es et Hongrois-es s'unissent contre les dictatures. A côté des conférences et des manifestations, la Ligue mène le combat contre le fascisme également sur les plans administratif et judiciaire.

Un épisode est d'ailleurs révélateur. Le 24 octobre 1929, Umberto de Savoie, prince héritier italien, est de passage en Belgique pour fêter ses fiançailles avec la princesse Marie-José. Il est visé par une balle au pied de la colonne du Congrès, tirée par Fernando De Rosa, un opposant au fascisme italien exilé en France. Le prince n'a rien mais Fernando lui est arrêté et molesté. Des personnalités politiques, proches des socialistes et des francs-maçons, affichent leur soutien avec le militant antifasciste. Sa défense est axée sur l'angle de la lutte contre le fascisme et la dictature, aboutissant à la condamnation de De Rosa à « seulement » 5 ans de prison, la peine minimum. C'est une victoire pour ses partisans car « c'est le fascisme qui a été fortement condamné au cours de ce procès. » La mobilisation de la LDH va même jusqu'à demander une grâce royale, qui lui sera accordée, lui faisant purger une peine effective de 17 mois.

Un autre épisode se déroule en 1931, sur la route de l'Italie. Un certain Léo Moulin, enseignant, cache avec lui 7000 tracts intitulés « Pourquoi faut-il combattre le fascisme ? ». Il sera emprisonné et poursuivi en Italie sous prétexte de préparer un attentat terroriste. Un peu plus loin de là, en Belgique, des étudiant-es mettent la pression sur le gouvernement italien en manifestant pour sa libération. L'Italie ne cède pas et l'affaire est discutée à la Chambre des Représentants. La LDH, de son côté, adopte une motion dénonçant le tribunal d'exception italien qui n'accorde pas « le minimum de garanties indispensables pour une bonne administration

¹ Cet article est un résumé du texte de Sibylle Gioe, « Se liguer contre la peste brune », à découvrir dans notre livre « Des luttes d'hier aux droits de demain. 125 ans de la Ligue des droits humains ».

de la justice ». Après une grande manifestation organisée par la LDH, Léo Moulin est enfin libéré, un an plus tard.

Une autre figure emblématique de la Ligue qui se démarque à l'époque est la médecin Jeanne Beeckman. Devenue secrétaire générale aux revendications individuelles de la LDH, elle assiste dans leur demande de permis de séjour un grand nombre de militant·es antifascistes italien·nes réfugié·es en Belgique. Elle écrit au ministre de la Justice et à son administration, la Sûreté Publique, pour les convaincre que la Ligue « s'occupe exclusivement de lutter, strictement dans le domaine constitutionnel, contre l'arbitraire, l'illégalité et l'injustice – ce qui est en somme le but de la Sûreté Publique... ». Un argument de poids.

LE CIEL S'ASSOMBRI

Dans les années 1930, le ciel européen s'assombrit avec la montée des fascismes sur son territoire. La Ligue allemande est perquisitionnée, celle de Pologne le sera deux ans plus tard et celle de Tchécoslovaquie est interdite quelques années après. C'est dans ce sombre contexte qu'est créé en Belgique, qui n'échappe pas à ce climat, le Vlaams National Verbond (VNV), le parti nationaliste flamand, au moment même où Léon Degrelle affiche ses ambitions de muer Rex en mouvement politique. Le ciel est sombre mais s'assombrit davantage en 1936 lorsqu'après les élections législatives de mai 1936, 21 députés rexistes font leur entrée à la Chambre, tandis que le VNV y double ses effectifs.

Pendant cette période, c'est sans surprise que la LDH subit des attaques, que ce soit dans la presse conservatrice ou d'extrême-droite. Les spéculations vont bon train contre cette organisation qui serait d'extrême gauche, gangrénée de marxistes, maçonnique et qui chercherait « à détruire la discipline sociale et religieuse qui constitue la civilisation chrétienne ». *La Libre Belgique* invite même ses lecteurs dans une tribune incendiaire à boycotter la conférence de la LDH du 6 juin 1934, *Démocratie et fascisme*, à laquelle le président de la LDH française est invité comme orateur.

Mais la Ligue tient bon et continue à s'opposer au fascisme, ici ou ailleurs. En Allemagne, elle dénonce la création de camps de concentration en 1935, tandis qu'en Autriche, elle assiste au procès de socialistes. En Belgique, elle alerte le ministre de la Justice en 1933 sur la création d'une section belge du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) d'Hitler. Deux ans plus tard, des administrateur·rices de la LDH sont signataires d'un manifeste pour la création d'une section belge du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). Elle participera au grand meeting de ce mouvement un mois plus tard, « Paix, Liberté, Démocratie – L'Union fait la force ».

Au fil des années qui s'assombrissent, la LDH continue à défendre et soutenir les victimes du fascisme. Après avoir aidé des réfugié·es juif·ves à obtenir un titre de séjour, elle doit, à l'aube de l'année 1939, leur trouver un hébergement. Le pays entre en guerre en mai 1940 et la Ligue est alors interdite.

LA LUTTE CONTINUE

Il faudra attendre 1954 pour voir la Ligue renaître, grâce à l'impulsion d'ancien·nes et nouveaux·elles membres, résistant·es, clandestins ou encore exilé·es durant cette période sombre : Régine Karlin-Orfinger, Henri Rolin, Max Gottschalk, Jules Wolf, Georges Aronstein et Jeanne Beeckman. La Ligue continuera sur sa lancée pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui².

2 Si vous souhaitez en savoir plus sur les moments importants de l'histoire de la Ligue, rendez-vous sur <https://www.liguedh.be/qui-sommes-nous/>

Elle n'aura, au travers de son histoire, eu de cesse de se battre contre ce qui portait atteinte à la démocratie et aux droits humains.

« Un siècle de lutte contre le fascisme s'est imprimé dans la mémoire de la Ligue, a ancré son identité et orienté son action. Ainsi, si le fascisme est certes né dans des circonstances particulières, ses traits caractéristiques sont communs à nombre de mouvements d'extrême droite qui ont, eux aussi, mué et traversé le siècle. Aux États-Unis, en Italie, en Pologne, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Argentine, en Israël et ailleurs, des leaders extrémistes persécutent les minorités et les personnes étrangères, attisent la haine des Lumières et des sciences, criminalisent les opposant-es politiques, sabotent le débat démocratique et poursuivent leurs desseins autoritaires, antisociaux et belliqueux³. »

Aujourd'hui, les combats de la Ligue n'ont pas changé. Elle continue sa sensibilisation sur des sujets importants, dont celui de la lutte contre l'extrême droite. Cette chronique que vous lisez en est un parfait exemple. Le contexte actuel n'est pas sans rappeler celui d'il y a 100 ans : un cordon sanitaire qui est régulièrement enfreint, des associations sur lesquelles on met la pression ou pire qui sont menacées d'interdiction, des manifestations entravées et réprimées, des mesures violentes à l'encontre des personnes étrangères et un Etat de droit qui n'est pas respecté.

Dans ces nombreux combats, heureusement, la Ligue n'est pas seule et peut compter sur ses partenaires, dans des plateformes, des coalitions, qui sont autant de contre-pouvoirs essentiels à une démocratie saine.

« Hier, aujourd'hui et demain, la Ligue est ainsi traversée par une succession de personnes qui s'unissent, s'engagent, résistent et puis transmettent aux générations suivantes les flambeaux de la défense de la démocratie contre le fascisme. ⁴»

³ Sibylle Gioe dans « Se liguer contre la peste brune », dans « Des luttes d'hier aux droits de demain. 125 ans de la Ligue des droits humains », 2026.

⁴ Idem.

Julien Dohet, historien notamment de l'antifascisme, participant au Front antifasciste de Liège

LES DÉFIS DE L'ANTIFASCISME AUJOURD'HUI

Longtemps perçu comme une réponse à des groupes marginaux, l'antifascisme est aujourd'hui confronté à une réalité plus complexe. La progression de l'extrême droite ne passe plus uniquement par des organisations ouvertement fascistes mais aussi par la diffusion de ses thèmes dans le débat public, la transformation du paysage médiatique et l'affaiblissement des alternatives politiques capables de mobiliser les classes populaires. Dans ce contexte, les mouvements antifascistes sont amenés à repenser leurs pratiques tout en réaffirmant leur rôle dans la défense d'un projet démocratique et solidaire.

UNE EXTRÊME DROITE QUI IMPOSE SON AGENDA

L'un des principaux défis auxquels l'antifascisme est confronté ne réside plus seulement dans l'existence de groupes explicitement fascistes. Le phénomène le plus marquant de ces dernières années est la capacité de l'extrême droite à imposer progressivement ses thèmes et ses références au reste du champ politique.

En Belgique francophone, cette évolution s'observe notamment à travers le repositionnement du MR. Sans revendiquer une appartenance à l'extrême droite, plusieurs de ses dirigeants ont multiplié les prises de position sur l'immigration, la sécurité, les services publics ou les mouvements sociaux en reprenant des éléments de langage longtemps réservés à cette famille politique. Ce déplacement du débat public contribue à banaliser certaines idées qui auraient été largement disqualifiées il y a encore quelques années.

Cette situation modifie profondément les conditions de la lutte antifasciste. Il ne s'agit plus uniquement de s'opposer à des organisations identifiables, mais aussi de mettre en lumière les mécanismes par lesquels des idées d'extrême droite se diffusent et acquièrent une forme de légitimité institutionnelle.

Le défi est d'autant plus important que cette évolution demeure souvent sous-estimée. Une partie du monde médiatique continue à présenter ces transformations comme un simple durcissement de la droite, sans toujours mesurer les conséquences qu'elles peuvent avoir sur l'ensemble du débat démocratique.

LA BATAILLE MÉDIATIQUE COMME TERRAIN CENTRAL

Cette banalisation ne peut être comprise sans s'intéresser au rôle joué par les médias. Historiquement, le cordon sanitaire médiatique a constitué en Belgique francophone un obstacle important à l'implantation de l'extrême droite. En refusant de lui offrir une tribune dans les grands médias généralistes, il contribuait à maintenir une distinction entre les acteurs démocratiques et ceux qui remettaient en cause les principes fondamentaux de la démocratie.

Aujourd'hui, cette frontière est devenue plus fragile. D'une part, parce que certains discours autrefois considérés comme incompatibles avec les valeurs démocratiques circulent désormais à travers des responsables politiques reconnus. D'autre part, parce que les réseaux sociaux ont profondément transformé les modes de diffusion de l'information.

L'extrême droite bénéficie désormais de canaux de communication qui lui permettent de contourner les médias traditionnels. À cela s'ajoute la concentration croissante d'une partie du paysage médiatique entre les mains de groupes économiques porteurs d'une vision politique conservatrice ou réactionnaire. L'influence acquise par Vincent Bolloré en France illustre cette évolution. Son impact dépasse largement les

frontières françaises et participe à la circulation d'un écosystème médiatique où les idées d'extrême droite bénéficient d'une visibilité sans précédent.

Pour autant, considérer que la bataille se joue uniquement sur internet constituerait une erreur. Les réseaux sociaux permettent de diffuser des idées mais ils ne remplacent ni l'organisation collective ni la présence dans l'espace public. Les manifestations, les réunions, les campagnes locales ou les mobilisations syndicales continuent à jouer un rôle décisif dans la construction des rapports de force politiques.

LA DISQUALIFICATION DE L'ANTIFASCISME

Parallèlement à la normalisation de certaines idées d'extrême droite, on assiste à une tentative récurrente de délégitimation de l'antifascisme lui-même. Présenté comme violent, radical ou antidémocratique, il devient parfois l'objet d'attaques politiques visant à le placer sur le même plan que ceux qu'il combat. Cette stratégie n'a pourtant rien de nouveau. Dès les années 1920 et 1930, les mouvements fascistes cherchaient déjà à se présenter comme les véritables défenseurs de l'ordre et de la démocratie face à des antifascistes accusés de semer le chaos. Le renversement des rôles constitue un ressort classique de leur rhétorique.

Les appels à interdire les mouvements antifascistes s'inscrivent dans cette logique. Au-delà de leur faisabilité douteuse, ils poursuivent un objectif politique précis : déplacer le débat et faire de l'antifascisme un problème plutôt qu'une réponse à la montée de l'extrême droite.

Cette offensive idéologique oblige les mouvements antifascistes à consacrer une partie de leur énergie à expliquer ce qu'ils sont et ce qu'ils défendent. Car derrière le terme d'antifascisme se trouve avant tout le refus des idéologies racistes, autoritaires et discriminatoires.

RÉPRESSION ET RENOUVELLEMENT MILITANT

L'évolution du contexte politique se traduit également par un durcissement des conditions dans lesquelles s'exerce l'action militante. Comme de nombreux mouvements sociaux, l'antifascisme doit composer avec une surveillance accrue des mobilisations, avec l'apparition de nouvelles technologies de contrôle et avec une répression plus violente.

Cette réalité n'est pas propre aux mouvements antifascistes. Elle touche l'ensemble des formes de contestation sociale. Néanmoins, elle impose un travail permanent de formation et d'adaptation. Les questions de sécurité numérique, de protection des communications ou de gestion collective des risques sont devenues des dimensions ordinaires de l'engagement militant.

Cette situation peut constituer un frein à l'élargissement du mouvement. Les personnes qui découvrent l'engagement politique ne disposent pas nécessairement des outils ou de l'expérience permettant de faire face à ces contraintes. D'où l'importance de créer des espaces d'apprentissage et de transmission.

Malgré ces difficultés, plusieurs indicateurs témoignent d'une dynamique positive. La présence croissante de références antifascistes dans certaines mobilisations étudiantes ou sociales suggère que les idées portées par ces mouvements trouvent aujourd'hui un écho bien au-delà de leurs cercles traditionnels.

LE DÉFI DES CLASSES POPULAIRES

La progression de l'extrême droite est fréquemment interprétée comme la conséquence directe de son implantation dans les classes populaires. Cette lecture simplifie cependant une réalité plus complexe.

De nombreuses recherches montrent que l'extrême droite continue à recruter principalement au sein de l'électorat de droite. Le phénomène majeur semble davantage résider dans le retrait progressif d'une partie des classes populaires de la participation politique institutionnelle.

Les décennies de gestion néolibérale, y compris lorsque celle-ci a été menée par des partis se réclamant de la gauche, ont profondément affaibli

la crédibilité des alternatives politiques. Dans ce contexte, l'abstention apparaît souvent moins comme une dépolitisation que comme une forme de désillusion. Cette situation crée un vide dont profite mécaniquement la droite et l'extrême droite. Dès lors, la lutte contre l'extrême droite ne peut se limiter à la dénonciation de ses discours. Elle suppose également la reconstruction de perspectives politiques capables de répondre aux aspirations sociales et démocratiques des classes populaires.

L'antifascisme ne peut accomplir seul cette tâche. Mais il participe à la réflexion plus large sur les formes de solidarité et d'organisation nécessaires pour reconstruire un horizon collectif face à la montée de l'individualisme et de la concurrence généralisée.

UN ESPACE DE CONVERGENCE DES LUTTES

L'une des spécificités de l'antifascisme contemporain réside dans sa capacité à rassembler des personnes et des organisations issues d'horizons différents. Syndicalistes, féministes, militant-es antiracistes, acteurs du monde associatif ou simples citoyen·nes s'y retrouvent autour d'un objectif commun : faire obstacle à la progression de l'extrême droite. Cette diversité constitue à la fois une richesse et un défi. Elle oblige à construire des espaces de dialogue et de coopération entre des sensibilités qui ne partagent pas toujours les mêmes références ou les mêmes priorités. Elle implique également un travail constant sur les questions d'inclusivité. La place des femmes, des personnes LGBTQIA+, des personnes en situation de handicap ou encore des personnes racisées fait désormais partie intégrante des réflexions menées au sein des mouvements antifascistes.

La question des personnes racisées demeure particulièrement importante. Les expériences de discrimination ou les rapports différenciés aux institutions policières influencent directement les formes d'engagement possibles. Renforcer les liens avec les mouvements antiracistes apparaît dès lors comme une nécessité politique autant qu'organisationnelle.

RENFORCER L'INTERNATIONALISME

Enfin, l'antifascisme est confronté à un défi qui dépasse les frontières nationales. Les mouvements d'extrême droite développent aujourd'hui des stratégies, des réseaux et des références largement internationalisés. Les victoires remportées dans un pays nourrissent les ambitions des organisations présentes ailleurs. Dans ce contexte, l'internationalisme ne relève pas d'un simple héritage historique. Il constitue une nécessité stratégique. Les coopérations entre collectifs antifascistes existent déjà, mais elles reposent encore largement sur des contacts informels et des initiatives ponctuelles.

Le renforcement de ces liens apparaît d'autant plus important que certaines échéances politiques pourraient avoir des conséquences majeures à l'échelle européenne. Pour la Belgique francophone, la situation française représente un enjeu particulier. Une victoire du Rassemblement national à l'élection présidentielle modifierait profondément les équilibres politiques régionaux et renforcerait les dynamiques de droitisation déjà à l'œuvre.

CONCLUSION

Les défis auxquels l'antifascisme est confronté dépassent largement la seule lutte contre les organisations d'extrême droite. Ils renvoient à des transformations profondes du paysage politique, médiatique et social. Face à la banalisation de certains discours, à la fragilisation des solidarités collectives et à l'affaiblissement des perspectives politiques émancipatrices, l'antifascisme demeure un espace de résistance mais aussi de construction. Sa capacité à articuler combat contre l'extrême droite, convergence des luttes et reconstruction d'un horizon collectif constituera l'un des enjeux politiques majeurs des années à venir.



Sixtine Van Outryve, chercheuse en théorie de la démocratie et administratrice à la Ligue des droits humains

QUAND LES ANTIFASCISTES SE MOBILISENT EN BELGIQUE

Partout, l'extrême droite progresse : dans les parlements, dans la rue et dans les esprits. La Belgique n'y échappe pas. Face à cette poussée, les antifascistes se mobilisent. Tour d'horizon de ces mobilisations et de ce qu'elles révèlent : combattre le fascisme, c'est aussi s'attaquer à ce qui le rend possible.

PARTOUT, L'EXTRÊME DROITE PROGRESSE

Donald Trump aux États-Unis, Javier Milei en Argentine, Narendra Modi en Inde, Viktor Orbán en Hongrie, Benjamin Netanyahu en Israël, Giorgia Meloni en Italie, José Antonio Kast au Chili... La liste des dirigeants d'extrême droite ne cesse de s'allonger. La Belgique n'échappe pas à la vague brune¹ qui s'étend sur au moins trois terrains. Dans les hémicycles, d'abord, avec la percée du Vlaams Belang (VB) au Parlement belge, mais aussi avec des partis pourtant censés se situer du « bon côté » du cordon sanitaire – la N-VA et le MR – qui comptent des membres d'extrême droite dans leurs rangs et, surtout, relaient ses discours et ses idées². Dans la rue, ensuite, comme l'illustrent les agressions racistes de hooligans néonazis à Molenbeek³ ou les défilés d'identitaires multipliant les saluts nazis⁴. Dans les idées, enfin, à travers une guerre médiatique et culturelle menée par l'extrême droite avec des moyens financiers massifs, qui ne cesse de normaliser des discours racistes et de haine.

Si nous ne vivons pas encore dans un *régime* fasciste – bien que des pans entiers de la population ont subi et subissent encore, en Belgique et dans ses anciennes colonies, des violences qui s'y apparentent – les derniers mois ont vu une accélération inquiétante des mesures et pratiques gouvernementales antidémocratiques, témoignant d'un processus de fascisation qui ne dit pas son nom : renforcement de l'arsenal répressif et criminalisation de l'opposition, discours sécuritaire fondé sur l'ordre, restriction des libertés fondamentales, non-respect de l'État de droit et des décisions de justice, affaiblissement de la société civile par des attaques frontales (avant-projet de loi Quintin⁵) ou insidieuses (suppression de subsides), rafles de personnes migrantes, mesures racistes et islamophobes, perquisitions de militant.es, proposition d'envoyer en camps de rééducation les jeunes révoltés contre les mesures dans l'enseignement, militarisation de la société, attaques sur les mécanismes de solidarité et les syndicats...⁶

Face à ce renforcement de l'extrême droite dans la société – qu'il s'agisse de groupes clairement identifiés comme tels ou de formations classiques qui s'extrême-droitisent et sont au gouvernement – les antifascistes se sont fortement mobilisés. En retour, on les a désignés

1 Benjamin Biard et Archibald Gustin (eds.), *L'extrême droite en Belgique*, CRISP, 2025.

2 Voir à ce sujet Juliette Léonard, Miguel Schelck et Sixtine Van Outryve, « Libéraux, tous fachos ? », *Revue Politique*, 1/10/2025; pour apprendre à reconnaître le discours de l'extrême droite François Debras et Sibylle Gioe, « 'C'est d'extrême droite' : s'outiller pour qualifier des discours et des propositions politiques », *Revue Politique*, 17/7/24.

3 Arthur Sente, « Raid raciste à Molenbeek, un an après : enquête bouclée, stigmates persistants et questions en suspens », *Le Soir*, 2/5/26.

4 Belga, « Philippe Close annonce porter plainte après des saluts nazis observés à un rassemblement », *Le Soir*, 9 mars 2026.

5 Pour une explication de l'attaque sur la liberté d'association que constitue l'avant-projet de loi Quintin, critiqué par l'Institut Fédéral des Droits Humains et le Conseil d'État, voir la carte blanche de la coalition *Droit de protester*, dont la Ligue fait partie, dans *Le Soir*, 3/11/25.

6 Voir à ce sujet la carte blanche à l'initiative de la Coordination antifasciste de Belgique publiée dans *Le Vif*, 31/3/26.

comme les « nouveaux fascistes ». Ainsi, quelques jours après l'appel de Trump à classer les antifas comme organisation terroriste, une revendication déjà portée par le Vlaams Belang, Georges-Louis Bouchez a annoncé sa volonté de dissoudre « la structure Antifa ». En France, la fronde médiatique et politique qui a suivi la mort du néonazi Quentin Deranque lors d'une bataille de rue entre fascistes et antifascistes suite à une agression contre une conférence de gauche, a également dépeint ces derniers comme les ennemis de la démocratie. Cette inversion argumentaire est le propre de l'extrême droite : se victimiser alors même qu'elle est au pouvoir ou à ses portes, se faire passer pour la défenseuse de la démocratie alors qu'elle en est la fossoyeuse. Rappelons donc une évidence : **être antifasciste, c'est se battre contre le fascisme**. Si la base de l'antifascisme est claire, les formes que ce combat prend sont plurielles.

PANORAMA DES MOBILISATIONS ANTIFASCISTES

Être antifasciste désigne donc une attitude d'opposition politique à l'extrême droite – qui n'est ainsi pas réservée aux militant·es qui font partie de collectifs dits antifascistes. Ces dernières années, l'organisation antifasciste belge s'est structurée autour de fronts locaux : les Fronts Antifascistes de Liège, Bruxelles, Mons, les Plateformes et Collectifs Antifascistes Namurois, de Leuven, du Luxembourg, de Nivelles, de Mouscron... S'organisant souvent en assemblée, un front antifasciste n'est ni un parti, ni un syndicat, ni une asbl. Afin de faire reculer l'extrême droite et ses idées, chaque front opère des choix, combine des tactiques spécifiques et privilégie certaines formes de mobilisation, dont voici un aperçu non-exhaustif.

De nombreux fronts misent sur le rassemblement large de personnes et organisations progressistes opposées à l'extrême droite (associations, collectifs, syndicats, organisations de jeunesse et politiques...), afin d'agir de façon massive et unitaire notamment dans la rue. Sans nécessairement partager d'analyse plus large, elles se retrouvent autour de campagnes unitaires, chacune gardant son identité et son autonomie. Cette approche se traduit par des mobilisations diverses, comme la manifestation du 16 juin 2024 qui a réuni des milliers de personnes à Bruxelles au lendemain de la percée de l'extrême droite aux élections fédérales et européennes⁷, les actions visant à empêcher la structuration et la tenue de meetings de partis émergents d'extrême droite ou encore les rassemblements organisés contre la « NatCon » (conférence de conservateurs organisée par Viktor Orbán), Jordan Bardella, le Vlaams Belang et son service d'ordre, le Voorpost, l'avant-projet de loi Quintin, Georges-Louis Bouchez, le NSV (une organisation étudiante flamande d'extrême droite)... Souvent, des services d'autodéfense sont mis en place pour protéger les rassemblements en cas d'attaque de militants d'extrême droite ou de répression policière. Si la question de la violence et du degré de confrontation avec la police fait l'objet de nombreux débats non résolus parmi, et entre, les collectifs antifascistes, une idée est partagée : la violence qui mine la société et qui engendre toutes les autres est tout d'abord sociale et institutionnelle, produite par les politiques précarisant des pans entiers de la population, par un système économique permettant l'exploitation des humains et de la nature, par des discours racistes divisant les communautés et par les attaques sur les droits fondamentaux des individus et des peuples. Elle est également policière, lorsqu'elle s'abat au quotidien sur les quartiers populaires, les personnes issues de l'immigration et LGBTQIA+ et qu'elle réprime les mobilisations. Et pour finir, la violence est l'ADN de l'extrême droite, à la fois dans ses méthodes produisant déjà des victimes⁸ et dans son projet de société basé sur la haine, le rejet de l'égalité et l'élimination de celles et ceux considéré·es comme les ennemis de la nation.

⁷ Belga, « Environ 4.500 personnes rassemblées à Bruxelles lors d'une marche sociale et antifasciste », Bx1, 16/6/24.

⁸ Pour un recensement des actes violents de l'extrême droite en Belgique, voy. https://www.instagram.com/p/DVL1Sy-iDUq/?img_index=1

Les collectifs antifascistes investissent également le terrain de l'éducation populaire, soit les démarches d'autoformation collective : partager et analyser ensemble des expériences, construire une compréhension commune, diffuser des supports culturels... Le contre-récit médiatique prend également une place importante. Le rapport de force politique étant aussi culturel, les antifascistes cherchent moins à défendre un programme qu'à diffuser un autre récit – antiraciste, féministe, égalitaire, démocratique – par des publications sur les réseaux sociaux, des conférences de presse, des cartes blanches, des articles ou des prises de parole publiques. Pour finir, certains antifascistes mènent un travail de veille, de cartographie des activités de l'extrême droite, d'identification des liens que celle-ci entretient avec d'autres acteurs de la société⁹ et de dénonciation lorsqu'elle s'exprime sur les réseaux sociaux¹⁰. L'idée est donc de conscientiser la population sur les risques de l'extrême droite pour lui permettre de s'organiser face à celle-ci.

COORDONNER LES ANTIFASCISTES

Si les fronts locaux permettent de lutter contre l'extrême droite lorsqu'elle se manifeste ou se construit dans une zone géographique, à partir d'une connaissance des circonstances locales, la lutte antifasciste nécessite de mettre ses forces en commun. Afin de fédérer ces collectifs antifascistes avec d'autres associations et organisations – qu'elles soient féministes, antiracistes, de jeunesse ou syndicales – à travers les trois régions du pays, la Coordination Antifasciste de Belgique a été lancée en février 2024, également en présence d'antifascistes venus de France, d'Allemagne et des Pays-Bas, dans un esprit d'internationalisme face à l'organisation du néofascisme au niveau mondial¹¹. Si historiquement, la lutte antifasciste était menée par les organisations syndicales, recouvrant ainsi tout le pays, une coordination interrégionale de cette ampleur n'avait plus existé depuis une trentaine d'années. Bien entendu, coordonner les antifascistes à travers le pays n'est pas toujours aisé, car la situation diffère nettement d'une communauté à l'autre. En Belgique francophone, les mobilisations visent essentiellement à empêcher les nouveaux partis d'extrême droite de s'implanter et d'avoir des élu-es, ainsi qu'à dénoncer et se mobiliser contre l'extrême droitisation du MR. En Flandre, le VB a récolté près d'un quart des suffrages ; elle représente en outre 47% des parlementaires avec la N-VA – dont les politiques et les idées flirtent constamment avec l'extrême droite et qui siège au Parlement européen aux côtés de partis néofascistes comme Fratelli d'Italia. Au niveau fédéral, le VB possède 13,8% des élu-es au Parlement fédéral – soit plus du double des 6,6 % du Vlaams Blok lors du « dimanche noir » de 1991.

COMBATTRE CE QUI REND LE FASCISME POSSIBLE

Si les mobilisations contre l'extrême droite sont nécessaires dans la lutte antifasciste, elles ne sont pas suffisantes. Car être antifasciste, c'est aussi saper ce qui rend possible le fascisme – l'exploitation, la mise en concurrence, les inégalités ainsi que la précarité produites par le capitalisme, le racisme et le nationalisme, mais aussi l'aliénation politique produite par le système représentatif – par la construction d'une société fondée sur l'égalité, la coopération et la solidarité. C'est la raison pour laquelle les antifascistes participent aux mobilisations d'organisations du mouvement ouvrier et des syndicats, des collectifs féministes, antiracistes, décoloniaux, pour la libération de la Palestine, pour les droits des personnes LGBTQIA+, pour la justice climatique et que l'on retrouve ces organisations dans les mobilisations antifascistes. Comprendre ces mobilisations antifascistes aujourd'hui permet donc de déplacer la question : il ne s'agit pas seulement de contenir l'extrême droite à court terme, mais aussi, et surtout, d'agir sur les conditions sociales et politiques qui en favorisent l'essor.

9 Voir par exemple le travail de *Vigilance Cordon Sanitaire* (<https://vigilancecordonsanitaire.be/>)

10 Voir par exemple le site *Clic gauche* mis en place par l'asbl La Cible (<https://www.clic-gauche.be/>)

11 Ugo Palheta, *La nouvelle internationale fasciste*, Textuel, 2022.

« L'ANTIFASCISME EST LE PLUS GRAND DANGER POUR L'EXTRÊME DROITE PAR LA TENSION VERS L'UNITÉ QU'IL IMPLIQUE »

De la criminalisation des militant-es à la violence policière dans les manifestations, en passant par les projets du gouvernement fédéral pour dissoudre certaines organisations, la répression de l'antifascisme se renforce en Belgique comme ailleurs. Parce que l'antifascisme représente une force d'opposition dont l'extrême droite et une partie de la droite n'ont pas envie de s'embarasser. Parce qu'il représente surtout une menace pour l'extrême droite.

LE TOURNANT DU 18 SEPTEMBRE 2025

Le 18 septembre 2025, ce militant antifasciste s'est mobilisé, comme des centaines d'autres Liégeois-es, Place du 20 août, contre la soirée organisée par le Mouvement réformateur, dans l'enceinte de l'Université de Liège. Plusieurs collectifs, dont le Front antifasciste de Liège, refusaient « que l'Université soit une vitrine pour un parti qui penche de plus en plus vers l'extrême droite et soutient les crimes de guerre à Gaza ». Ils ont donc réservé un accueil volcanique aux personnalités du parti libéral, notamment avec des pommes pourries et des pétards lancés dans leur direction. « Le but, explique notre témoin qui demande à rester anonyme, c'était de bloquer les gens qui venaient à la conférence, pour souligner que l'université doit rester neutre. C'est d'ailleurs pour cela que l'on a milité à l'extérieur et pas à l'intérieur de l'ULiège ». Notre témoin confirme les bousculades lors du rassemblement, les pommes et les pétards, « c'est vrai. Des personnes ont tagué une croix gammée sur la veste d'une militante MR. C'est vrai, mais sans qu'il y ait eu préméditation. Ce sont des personnes que l'on ne connaît pas dans le milieu antifasciste. S'il est vrai qu'il y a eu des échanges de coups à certains moments de tensions, la manifestation est dans l'ensemble restée relativement calme ».

La zone de police de Liège, appuyée par des unités de la police fédérale, avait déployé un dispositif policier important. Elle affirme, dans un communiqué, que des policiers ont été blessés, ainsi que certains membres et mandataires politiques du MR. Pour le ministre de l'Intérieur, « Ces événements violents sont une insulte à la démocratie (...). Nous appelons les autorités judiciaires à la plus grande fermeté face à tous les coupables de violence qui pourront être identifiés ».

PERQUISITIONNÉ À 5H DU MATIN

Quelques semaines plus tard, la Ville de Liège dépose plainte contre X. Cette plainte s'ajoute à celle du MR, introduite dans la foulée de la soirée du 18 septembre. Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Liège et c'est la Police judiciaire Fédérale de Liège qui mène l'enquête. Tout s'accélère ensuite pour notre témoin : « En février 2025, les policiers ont débarqué chez moi à 5h30 du matin. Ils étaient 7 ou 8, avec tout leur attirail, brassards, pistolets à la ceinture. J'ai cru que c'était la police anti-terroriste, parce qu'il y avait un drapeau dans les locaux où se sont passées les quatre heures d'audition, ensuite. Sans mandat, ils ont donc commencé à fouiller chez moi. Je ne m'y suis pas opposé, ils avaient mes clefs et je ne voulais pas attirer d'ennuis. J'ai tout de suite compris que c'était en lien avec le 18 septembre, parce que la plainte avait été déposée quelques semaines plus tôt et j'avais été contrôlé lors d'un autre événement. Je n'ai pas fait de problème et ils m'ont emmené ». Viendront ensuite les quatre heures d'interrogatoire dont il n'a pas encore reçu le PV

d'audition. Pas reçue non plus la liste des objets que la police a pu saisir chez lui. Cette perquisition le choque, durablement : « J'ai toujours peur d'être observé. Les policiers m'ont dit qu'ils avaient assez de preuves que je serais chez moi au moment de la perquisition. Est-ce qu'ils étaient postés devant chez moi plusieurs jours avant ? ».

COUVRE-FEU POUR TROIS MOIS

En tout, huit personnes dont notre témoin ont été déférées devant un·e juge d'instruction. Elles ont été inculpées d'association de malfaiteurs, de rébellion en groupe et de coups et blessures. Le juge d'instruction leur a imposé des mesures strictes, notamment un couvre-feu, entre 21h30 et 6h30 du matin, une obligation de répondre à toutes les convocations, de se soumettre à la guidance d'un assistant de justice et de montrer qu'ils travaillent, cherchent un emploi ou suivent une formation. Des conditions valables trois mois renouvelables. « C'est très contraignant. Cela veut dire que je ne peux pas être dans la rue après 21h30. S'ils me contrôlent, j'aurai de gros problèmes. Je peux travailler mais je dois montrer une attestation pour prouver les raisons pour lesquelles je suis dehors. Je dois aussi me rendre à la Maison de justice, on me pose des questions, me demande des attestations, mon horaire d'exams, mes points aussi ! », détaille ce militant.

Selon lui, ces mesures sont disproportionnées, il redoute qu'un procès se tienne et salue le soutien reçu notamment de la part du Front Antifasciste. Quant à la manifestation du 18 septembre 2025, « Aussi désorganisée qu'elle ait pu être, cette manifestation était une démonstration que la ville de Liège est ardemment antifasciste », souligne le militant. « Rassembler 600 personnes, cela montre qu'il y a, à Liège, une base antifasciste qui est opposée aux idées du MR et de son président, qu'il y a un minimum de résistance et que le gouvernement ne pourra pas mener ses réformes avec la puissance d'un bulldozer ».

CRIMINALISATION ET VIOLENCES POLICIÈRES

La "criminalisation" des militant·es figure donc parmi les outils de répression de l'antifascisme par les autorités. La violence policière en est une autre forme, notamment lors de contre-manifestations.

On se souvient par exemple des violences policières en novembre 2024 lors des mobilisations organisées pour dénoncer la venue à Bruxelles de Jordan Bardella, président du Rassemblement National, et la « normalisation de l'extrême droite » qui en découle. 40 personnes avaient été privées de liberté. Dans son enquête, le média indépendant et collaboratif *Bruxelles Devie*¹ a recueilli de nombreux témoignages qui révèlent « des violences physiques, verbales et psychologiques. Matraquages à tout-va, étranglements, genoux sur la gorge, coups de poings, insultes racistes, sexistes, homophobes et transphobes, menaces de mort, arrestations arbitraires, arrestations de journalistes, etc. Le nombre de violences est vertigineux ». Trois plaintes ont été déposées. Une enquête est en cours.

« DISSOUDRE LES ANTIFAS »

La répression est aussi politique. Au lendemain de la soirée du 18 septembre 2025 à Liège, le président du MR publie une vidéo et égraine dans celle-ci six mesures en réaction aux incidents. Parmi celles-ci, la dissolution « des antifas » qu'il justifie par ces mots : « Cette structure est elle-même une structure aux procédés fascistes. Elle est aujourd'hui et sans aucun doute, le plus grand danger pour notre démocratie compte tenu de son comportement récurrent et de son usage systématique de la violence pour faire entendre ses arguments ». Justement, le gouvernement travaille depuis l'été 2025 sur un avant-projet de loi,

¹ Retour sur les violences policières lors de la mobilisation antifasciste contre la venue de Bardella à Bruxelles, 16/05/24 - <https://bruxellesdevie.com/2024/12/16/retour-sur-les-violences-policieres-lors-de-la-mobilisation-antifasciste-contre-la-venue-de-bardella-a-bruxelles/>

appelé loi « Quintin », du nom du ministre de l'Intérieur qui porte ce projet, pour interdire les organisations perçues comme radicales et terroristes par le gouvernement. Un texte critiqué par le Conseil d'Etat qui rappelle notamment que la dissolution d'une organisation doit passer par la justice, pas dépendre de la volonté d'un-e ministre. Quelques heures plus tôt, de l'autre côté de l'Atlantique, le président Donald Trump désigne, lui, le mouvement antifa comme organisation terroriste, après l'assassinat de Charlie Kirk, l'influenceur ultraconservateur et suprémaciste blanc.

« L'INVERSISME »

« Du terrorisme », « le plus grand danger pour notre démocratie », donc. Pour Stéfanie Prezioso, professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Lausanne, « Nous sommes dans une période d'inversion totale des valeurs. « L'inversisme » voulait imposer une relecture, en Italie, de ce qu'ont été le fascisme et la résistance, en mettant sur le même pied leur violence. C'est un moyen de relativiser la violence fasciste, de la rendre honorable ». (...) Dans le contexte que nous vivons, « l'inversisme » consiste désormais à défendre que le danger le plus grave pour les autorités publiques, ce ne sont pas les néo-fascistes et l'extrême droite [NDLR, selon les études² sur la violence politique en France, 90 % des meurtres à caractère idéologique sont le fait de l'extrême droite] mais l'antifascisme. Il ne s'agit pas ici de s'attaquer uniquement à des groupes, des organisations d'extrême gauche et de gauche radicale. Il s'agit de s'attaquer à des millions de personnes qui défendent leurs droits fondamentaux sous couvert d'une lutte contre un antifascisme vu comme une organisation terroriste, violente, etc. ».

DES ÉVÉNEMENTS QUI ACCÉLÈRENT LA RÉPRESSION

La répression a également surfé ces derniers mois sur les événements qui frappent l'actualité. L'assassinat de Charlie Kirk aux États-Unis et la mort de Quentin Deranque à la suite d'une altercation violente en France, par exemple, sont devenus « des événements qui permettent d'accélérer des processus déjà en cours », explique Stéfanie Prezioso. « La mort de Charlie Kirk a permis à Trump de faire voter un décret qu'il avait déjà dans ses cartons lors de son premier mandat et les mobilisations monstres autour de la mort de George Floyd. Un projet qui ne tient pas la route d'un point de vue juridique. En France, le Parlement français a respecté une minute de silence pour Quentin Deranque qui était un néo-nazi. Au Parlement italien, tenu par l'extrême droite depuis plusieurs années, une minute de silence s'est tenue une commémoration en hommage à Charlie Kirk ».

LA SEULE MENACE TANGIBLE POUR L'EXTRÊME DROITE

Si les gouvernements, à la suite de l'extrême droite, déforcent les contre-pouvoirs, comme la presse ou le tissu associatif, ils sont aussi particulièrement virulents à l'égard de l'antifascisme. « Je pense que l'antifascisme est attaqué frontalement parce que c'est sans doute la seule force tangible et réelle, parce que l'antifascisme a toujours été une tension vers l'unité large de groupes progressistes, vers le rassemblement. Et ça, c'est le danger. Dans les mobilisations, les gens prennent conscience du rôle qu'ils ont, des valeurs qu'ils veulent défendre. Et ça ne plaît pas à l'extrême droite qui veut elle en finir avec ces valeurs de l'après Seconde Guerre mondiale. Quand, dans les rassemblements un peu partout dans le monde, on chante « Siamo tutti antifascisti » en italien, ce n'est pas forcément parce que l'on pense qu'il y a le fascisme en face mais parce qu'il y a des droits qu'il faut défendre. L'antifascisme est sans doute le plus grand danger pour l'extrême droite de par la tension vers l'unité qu'il implique », conclut Stéfanie Prezioso.

² État des lieux des violences politiques de la France contemporaine, *Revue Politique et parlementaire*, 27/10/21 - <https://www.revuepolitique.fr/etat-des-lieux-des-violences-politiques-de-la-france-contemporaine/>



RÉTABLIR L'HÉGÉMONIE DE L'ANTIFASCISME SUR LES PLANS POLITIQUE, CULTUREL ET ÉTHIQUE

Il y a près de vingt ans, en 2007, l'historien italien Enzo Traverso dressait le bilan de l'antifascisme et mettait en évidence les changements substantiels intervenus tout au long du XXe siècle dans la perception de cet antifascisme. En 1933, lorsque Hitler arrivait au pouvoir en Allemagne, après que Mussolini eut fait de même en Italie une décennie plus tôt, l'engagement antifasciste était massif parmi les intellectuels. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'antifascisme constituait le courant hégémonique au sein de la culture européenne.¹

L'historien américain George L. Mosse décrivait cet antifascisme comme un mouvement à la fois politique et culturel.² Cet antifascisme revêtait alors une dimension éthique forte et incontestée, qui fut encore parfaitement exprimée en 1944 par Albert Camus. Pour lui, la résistance antifasciste – à laquelle il avait pris part – incarnait une « redécouverte éthique de la politique ».³ Cette dimension éthique était considérée comme une évidence dès les tout débuts du mouvement. Dès 1924, le journaliste italien Piero Gobetti avait décrit l'antifascisme comme un choix éthique et existentiel, un « instinct » avant même qu'il ne prenne une forme idéologique.⁴

À la fin du XXe siècle, l'antifascisme avait perdu à la fois sa domination évidente et son rayonnement. Ce concept était désormais associé de manière unilatérale à un communisme qui semblait avoir définitivement disparu en 1989 avec la chute du Mur de Berlin, puis en 1991 avec l'implosion de l'Union soviétique. Dans cette interprétation, le caractère pluraliste de l'antifascisme – avec ses composantes marxistes, chrétiennes, libérales et républicaines – avait pratiquement disparu. Il va sans dire que cette réduction était tout à fait injustifiée. Comme le souligne Traverso et comme le montre clairement le terme « antifascisme », c'est en effet précisément le fascisme qui a « cimenté » entre elles une multitude de courants divergents qui y voyaient leur ennemi commun.⁵ L'antifascisme, réduit à "une mascarade du communisme", a été classé parmi les « totalitarismes », un terme qui s'est imposé pendant la Guerre froide et qui, à l'aube de « la fin de l'histoire », devait établir une équidistance définitive et irréfutable entre le nazisme et le communisme, entre le fascisme et l'antifascisme. Au centre se trouvait alors un néolibéralisme, relié à la démocratie par un trait d'union aussi visible qu'injustifiable. C'est là que l'antifascisme s'est retrouvé aujourd'hui dans de nombreux milieux politiques, intellectuels et journalistiques, radicalement détrôné de son piédestal.

1 Enzo Traverso, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne, 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 306.

2 George L. Mosse, *Confronting History. A Memoir*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2000, p. 104.

3 Albert Camus, 'Au service de l'homme', *Essais*, Paris, Gallimard, 1965. Cité in: James D. Wilkinson, *The Intellectual Resistance in Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 1981, p. 71.

4 Cité in Traverso, *À feu et à sang*, pp. 312-313.

5 Traverso, *À feu et à sang*, p. 316.

Entre-temps, comme chacun le sait, l'histoire a repris son cours et les forces d'extrême droite remportent des succès électoraux à l'échelle mondiale. Ceux-ci sont désormais indissociables de ce que la linguiste autrichienne Ruth Wodak a qualifié de « normalisation éhontée du discours d'extrême droite ».⁶ Ces partis d'extrême droite ont fait leur entrée dans le mainstream néolibéral. Leur programme a influencé de nombreux autres partis qui soutenaient l'extrême droite et collaboraient avec elle, et qui, à leur tour, se sont de plus en plus déplacés vers la droite.⁷

Il n'y a pas d'équidistance entre la droite et la gauche. Ce à quoi nous assistons, c'est un retour de l'extrême droite – non pas comme une simple répétition de l'entre-deux-guerres, mais comme une variante du XXI^e siècle – et une « extrémisation » du centre. C'est avec l'oxymore apparent et désormais largement répandu d'« extrême centre » que, selon l'historien français Johann Chapoutot, il faut désigner « ceux qui érigent en maxime universelle des intérêts particuliers, qui jouent la comédie de l'intérêt général, qui sacrifient les finances publiques aux profits privés, qui contestent que les règles constitutionnelles s'appliquent vraiment à eux et qui professent un amour immodéré pour l'entreprise privée, associé à un mépris explicite de la notion même de service public ».⁸



L'énumération de Chapoutot n'a rien de banal. Elle met le doigt sur la véritable plaie qui pousse nombre de personnes à se tourner vers les charlatans d'extrême droite. Ces derniers se frottent de plus en plus ouvertement aux élites et désignent les migrant-es et les demandeurs-ses d'asile comme de grands boucs émissaires. Dans le même temps, le champ d'action de l'extrême droite s'étend. De plus en plus, ces succès électoraux et politiques d'extrême droite s'accompagnent de violences, comme en témoignent les pogroms en Irlande et au Royaume-Uni de juin 2026, mais aussi le raid mené en mai 2025 par des hooligans masqués du FC Bruges dans les rues de Molenbeek. Il s'agit d'une islamophobie profonde, mais la machine répressive commence à se retourner de plus en plus contre un large éventail de mouvements sociaux, de groupes d'action, des syndicats, et – davantage – de la gauche politique, comme par exemple La France Insoumise et ses leaders (Jean-Luc Mélenchon, Rima Hassan...).

À première vue, on se trouve donc face à un terrible paradoxe : alors que l'antifascisme est plus que jamais souhaitable et nécessaire, il est, contrairement à l'extrême droite, relégué par le courant dominant hors des limites autorisées. Au moment même où les forces d'extrême droite, dans le sillage de leurs succès électoraux, se mobilisent physiquement de manière de plus en plus ouverte et massive, descendent dans la rue et organisent des rafles contre certains segments de la population, comme ce fut le cas début juin 2026 à Belfast.

6 Ruth Wodak, *The Politics of Fear. The Shameless Normalization of Far-Right Discourse*, London, Sage, 2021.

7 Ibidem, p. xi.

8 Johann Chapoutot, *Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir?*, Paris, Gallimard, 2025, pp. 284-285.

Toutefois il faut constater que chaque fois que la bête immonde se manifeste, les contre-manifestations antifascistes mobilisent davantage de monde, parmi lesquels de nombreux jeunes. Que ce soient les manifestations No Kings aux Etats-Unis, qui mobilisent plusieurs millions de personnes, à Belfast ou à Louvain en mai 2026, où l'organisation néofasciste NSV a été autorisée, sous escorte policière, à manifester et à semer la haine, ou encore en Allemagne contre les manifestations de l'AfD, ou à Liège en février 2026 contre la venue de Georges-Louis Bouchez... un antifascisme combatif gagne du terrain et mérite tout soutien. Et bien davantage : une participation active et massive.



Ce sont les pas nécessaires pour que l'antifascisme redevienne dominant sur les plans politique et culturel. La seule façon d'y parvenir est de se mobiliser massivement au sein d'une unité aussi large que possible regroupant toutes les forces prises pour cibles par l'extrême droite, mais aussi par la mobilisation de celles et ceux qui ne sont à ce jour pas directement menacés. C'est ainsi que l'antifascisme pourra à nouveau « cimenter » une large pluralité. Non pas pour maintenir le *statu quo* de l'extrême centre ou pour réhabiliter le centre politique, mais bien pour mettre en marche un vaste mouvement émancipateur qui, partant des besoins et des aspirations réels des populations, aspire radicalement à plus de démocratie, plus de liberté et plus d'égalité. C'est la création de ce que l'historien allemand Reinhart Koselleck appelait "un horizon d'attente" qui nous permettra de laisser derrière nous le ressentiment et les fausses promesses d'un néolibéralisme en crise. Il faut faire pousser des roses sur les terres où le putois braconne.⁹ Telle est l'essence même de l'antifascisme.

⁹ Olivier Starquit, *Le poing, la rose et le putois*, Liège, Territoires de la Mémoire, 2024, p. 121 en p. 154.

LA LIGUE DES DROITS HUMAINS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

La LDH lance sa campagne de dons !

Le saviez-vous ? Nos recours en justice, pilier du travail de la LDH, ne sont pas subsidiés.

La LDH sur le web



liguedhb



ligue_des_droits_humains



ligue-des-droits-humains



liguedh.be

60% DE NOS ACTIONS EN JUSTICE SONT DES VICTOIRES

le ticket modérateur qui augmente les frais de justice

ANNULÉ

des guichets physiques pour les démarches administratives

GARANTI

le durcissement des règles de l'adresse de référence, indispensable aux personnes sans-abri pour l'accès à leurs droits

STOPPÉ

L'État accède illégalement aux bases de données de la police

CONDAMNÉ

Aux côtés d'un agriculteur wallon, nous attaquons TotalEnergies pour sa responsabilité dans le changement climatique.

EN COURS

**NOS RECOURS EN JUSTICE
SONT FINANCÉS UNIQUEMENT
GRÂCE À VOS DON**



**FAITES UN DON
EN LIGNE**

La Ligue des droits humains une organisation indépendante. Depuis 125 ans, nous agissons quand les droits fondamentaux et les libertés sont menacés.

Ligue des droits humains asbl · Boulevard Léopold II 53 à 1080 Bruxelles

Tél. : 02 209 62 80 · ldh@liguedh.be · www.liguedh.be

Vous aussi, rejoignez-nous !

- ☐ Je souhaite devenir donateur-riche et je verse (déductible à partir de 40€)
sur le compte de la Ligue des droits humains : IBAN BE89 0000 0001 82 85 - BIC BPOTBEB1
Facilitez-vous la vie : versez via un ordre permanent (OP) !
Pour ce faire, divisez votre montant par 12 et contactez votre organisme bancaire pour la procédure.
- ☐ Je verse le montant via un ordre permanent
- ☐ Vous pouvez également vous rendre sur www.liguedh.be et effectuer un paiement en ligne à l'aide de votre carte de crédit

Nom :

Prénom :

Adresse :

Année de naissance :

Profession :

Tél :

Courriel :

Signature :

